

PARTI

PRIS

MENSUEL SOCIALISTE

EXTRAIT DU N°29 - NOVEMBRE 2006

www.partipris.org

EMMANUEL TODD

La France, la gauche, l'égalité: un entretien pour PARTI PRIS à la veille de la désignation socialiste

PARTI PRIS - Le décrochage des élites et des masses populaires que vous dénonciez en 1995 s'est-il aggravé ?

EMMANUEL TODD - Non seulement la dissidence des milieux populaires s'est renforcée mais les classes moyennes les ont aussi rejoints dans le non au référendum sur le TCE. Les causes et les conséquences de l'extension de la dissidence aux classes moyennes, qu'il faudrait définir, mériteraient une analyse économique sérieuse. Ce qui semble sûr c'est la récurrence au moment du référendum des questions liées à la mondialisation et au libre-échange. La stagnation des salaires dans les catégories intermédiaires et l'emballement des prix de l'immobilier, forme d'inflation déguisée dans un système réputé de stabilité des prix, ont sans aucun doute joué. Ces facteurs économiques directs, ont aussi rendu obsolète le discours optimiste sur la globalisation et sur l'ajustement notamment face au décollage de la Chine qui ouvre une ère économique nouvelle.

PARTI PRIS - Que pensez-vous de la situation actuelle ?

EMMANUEL TODD - Ce qui est troublant dans la situation actuelle c'est qu'on assiste à une montée de révolte, de colère sans que cela occasionne un début de réflexion chez les classes dirigeantes. Le discours libéral n'a pas fléchi. Au contraire, on voit plutôt un phénomène de raidissement et d'exaspération, parfois proche de l'hystérie dans les classes dominantes. Cet autisme des classes supérieures se renforce en parallèle du processus d'extension de révolte. On pourrait être dans une sorte d'année zéro avec un renforcement très préoccupant de forces

antagonistes. Cette situation est dangereuse.

PARTI PRIS - Pouvez-vous préciser ce danger ?

EMMANUEL TODD - Je suis né dans une société qui semblait raisonnable. Le débat se cristallisait autour des questions idéologiques. On pouvait s'insulter au nom de la Nation, du prolétariat mais en terme de gestion économique tout le monde considérait que c'était bien de laisser filer les salaires à la hausse. Les classes dirigeantes, sonnées par l'expérience de la guerre, étaient devenues très raisonnables. Aujourd'hui, on est confronté à des élites déraisonnables qui, face à une demande pourtant répétée de la population, se refusent à adapter le système.

PARTI PRIS - Les élites auraient-elles changé de nature ?

EMMANUEL TODD - Selon la formule de Barnave sur la Révolution et la montée de la Bourgeoisie, nous assistons à une nouvelle répartition des richesses qui appelle une nouvelle répartition du pouvoir, dans le sens de l'inégalité cette fois-ci. C'est ce que je sens derrière le phénomène Sarkozy. Il est possible qu'on soit entré dans un nouvel âge du Capital où le Capital veut exprimer directement sa puissance sur le plan politique. Les classes dirigeantes tendent vers un nouvel ajustement du pouvoir sous une forme d'oligarchie ou de ploutocratie. L'accumulation capitaliste produit des puissants qui s'impatientent devant une population rétive. On peut craindre qu'une catégorie de " super riches " ne supporte plus le suffrage universel.

PARTI PRIS - Les élites seraient-elles devenues plus agressives ?

EMMANUEL TODD - Dans notre société qui vit

les conséquences psychologiques de son enrichissement, on trouve à la fois l'aspiration à la sécurité sociale et des phénomènes de replis individuels qui touchent toutes les catégories sociales, ce qui rend la société très fragile, très vulnérable. La conscience de cette fragilité de la société fait partie des choses qui peuvent expliquer l'agressivité des classes supérieures qui ne sont pas forcément de droite : " les gens sont fragiles, on peut y aller ". Ce qu'elles ne voient pas c'est qu'elles aussi sont fragiles. L'absence de croyances collectives désorganise les milieux populaires et les classes moyennes mais déstructure aussi les classes supérieures qui sont dans un monde mouvant où on ne croit plus à rien. C'est ce qui permet de comprendre le phénomène Sarkozy. La façon dont il est maintenu hors de l'eau à chacune de ses absurdités par des groupes de presse, des industriels du haut de la société, dit quelque chose de très inquiétant sur l'état psychique de ces milieux sociaux.

PARTI PRIS - Comment articuler le discours sur la déconnection des élites avec le recours constant aux " citoyens experts " ?

EMMANUEL TODD - En fait ça s'articule assez bien, ici on est davantage dans le désarroi des classes dirigeantes. Il n'y a pas que les ouvriers qui se sentent dépassés, tout le monde est dépassé. C'est l'un des grands paradoxes de la situation. Dans ce monde qui devient de plus en plus inégalitaire, où une partie des classes supérieures s'impatiente devant le suffrage universel, les gens d'en haut sont tout aussi perdus. Pour Ségolène Royal, ça va aussi avec son absence d'idées. L'absence d'idées de Ségolène Royal et le trop plein d'idées incohérentes et absurdes de Nicolas Sarkozy sont le pile et le face d'une même réalité.

PARTI PRIS - La logique d'affrontement avec des élites qui s'impatientent induit-elle un processus révolutionnaire ?

EMMANUEL TODD - Je ne sens pas de situation révolutionnaire. L'une des caractéristiques de la période c'est la montée des inégalités renforcée par une gestion économique absurde de la globalisation et l'avènement simultané d'une sorte d'individualisme qui conduit à l'atomisation, au repliement de tous les groupes sur eux-mêmes. Mais surtout il ne faut pas se méprendre : il existe des phénomènes de paupérisation mais

dans l'ensemble, le niveau de vie et de socialisation reste élevé. Si on regarde des indicateurs de progrès comme le taux de mortalité infantile, la France est un des pays les plus avancés. Il reste des choses à défendre. On n'est pas dans une société où les gens n'ont plus rien à perdre. Ils restent attachés à leur système de protection sociale, aux services publics, aux valeurs égalitaires.

PARTI PRIS - N'assiste-t-on pas justement à un affaiblissement du discours sur l'égalité ?

EMMANUEL TODD - Il y a le discours de Fabius sur le smic quand même ! Pour moi, si la montée d'un mouvement égalitaire au XXe siècle est liée au développement de l'alphabétisation de masse, le développement des études supérieures a conduit au développement d'un substrat social inégalitaire. La réalité des forces profondes en France serait cette tension entre la montée d'un subconscient social inégalitaire et la résistance d'un inconscient égalitaire. Dans chacun des actes de révolte des milieux populaires ou des classes moyennes, on sent la coexistence des deux. Dans le vote FN, on peut ainsi voir une dimension égalitaire, " merde aux élites " et la recherche d'un bouc émissaire inférieur. On trouve inextricablement liées, les valeurs d'aspiration à l'égalité et à l'inégalité.

PARTI PRIS - L'un des enjeux à gauche serait donc de surmonter le défi de l'égalité...

EMMANUEL TODD - L'urgence c'est de faire en sorte que les inégalités économiques montantes ne mettent pas en péril l'égalité civique, le suffrage universel. La réalité de la gauche aujourd'hui, c'est qu'elle est en situation défensive. C'est évident à l'échelle mondiale. Le pays le plus puissant, les Etats-Unis, s'est abandonné à l'inégalité. En France on sent comme un basculement. Il est vrai qu'il existe aussi un fonds anthropologique français spécifique des valeurs familiales, qui refuse les inégalités et reste attaché à l'égalité. Nous sommes actuellement dans une tension entre ces deux tendances, dans une phase d'hésitation où deux scénarios sont possibles. L'un soft repart vers l'égalité. L'autre, hard, tend vers une liquidation de la démocratie. Il n'y a pas de bon équilibre. Ce qui est sûr, c'est que si le PS n'est pas capable de désigner quelqu'un qui s'ancre à gauche et défend des valeurs de gauche égalitaires, on est sûr de la

catastrophe.

PARTI PRIS - Que pensez-vous du positionnement actuel des deux grands partis que sont le PS et l'UMP ?

EMMANUEL TODD - On est dans un contexte où les deux grands partis se sont déconnectés des aspirations réelles de la société. Le processus de désignation des candidats se fait par les sondages, par des groupies avant même que l'opinion ne se forme. Si ces candidats ne proposent rien qui correspond aux attentes des français, il y a le risque d'un vide tellement manifeste que d'autres candidats pourraient émerger indépendamment des désignations par les appareils des partis.

PARTI PRIS - Vous êtes très véhément sur les sondages...

EMMANUEL TODD - La façon dont se passe la pré-campagne présidentielle au PS et à l'UMP avec la désignation par les organismes de sondages des candidats en lieu et place des partis vidés de leur substance, ressemble à une tentative inconsciente de neutralisation du suffrage universel. Plus on avance, plus c'est angoissant. A une époque, j'avais interprété correctement des sondages d'opinion pour dire que la vague Balladur c'était du bidon, que Chirac pouvait le contourner par sa gauche. J'avais compris ce que tous les sondeurs d'opinion savent : pendant une phase électorale active, tant que l'opinion n'est pas cristallisée, on ne mesure rien du tout. Et en dehors des phases électorales actives, on ne mesure que l'opinion de ceux qui ont toujours une opinion, c'est-à-dire celle des classes moyennes supérieures qui reflète les propres attitudes des journalistes !

PARTI PRIS - Vous êtes aussi très véhément à propos de Ségolène Royal...

EMMANUEL TODD - Je m'inquiète d'un PS en train de désigner Ségolène Royal sur la foi de sondages d'opinion qui ne veulent rien dire, et qui se met par là même en état d'apesanteur par rapport à la société française. Mais il l'a déjà fait avec le référendum sur la constitution européenne dont le résultat montre que le PS était déconnecté de la population française. Le oui et la désignation de Ségolène représenteraient cependant des choses qualitativement différentes. Le oui exprime une tradition socialiste, ancrée dans les valeurs,

alors que la désignation de Ségolène caractériserait l'entrée du PS dans le domaine de la non-valeur. Cette situation de déconnexion se retrouve à l'UMP où les espèces de fiesta d'adulation du " Narcisse agité ", ne représentent pas l'état d'esprit de la base traditionnelle de la droite.

PARTI PRIS - Que pensez-vous des trois lignes qui se dégagent autour de Fabius, Strauss-Kahn et Royal ?

EMMANUEL TODD - Pour moi, l'idée que les militants du PS doivent choisir entre Fabius, Strauss Kahn et Royal, compte tenu de l'idéologie dominante, qui interdit tout débat sur le libre échange ou sur une préférence économique communautaire, n'est pas scandaleuse. Certes, ce n'est pas enthousiasmant, aucun ne correspond vraiment à mes préférences. D'un côté, on a un candidat socialiste vraiment engagé à gauche mais qui ne se donne pas tous les moyens dans son programme pour maîtriser la mondialisation. Ça paraît bizarre en parlant de Fabius de dire qu'il a la bonne sensibilité mais pas tous les outils intellectuels...! De l'autre, Strauss-Kahn représente une ligne de social-démocratie, de centre gauche, une ligne médiane de gestion socialiste qui correspond à une acceptation du libre-échange, de la globalisation mais avec la volonté d'en atténuer les effets. Ce n'est pas exaltant, mais c'est moins désespérant que le discours de la droite. La seule dont on ne voit pas la place, c'est Ségolène Royal. Son discours niais sur les bienfaits de la décentralisation occulte une réalité essentielle : une grande partie des problèmes de banlieue est justement l'effet de la décentralisation. Avec cinq ans de politique de décentralisation ségoléniste, on peut franchir un seuil inacceptable dans les processus de ségrégation. Elle pourrait se révéler en pratique aussi peu nationale, aussi " américaine " que Sarkozy. Avec cette notion de jury populaire, Ségolène Royal se libère du " logiciel " républicain. Elle pousse un pion dans la grande partie engagée par les élites contre le suffrage universel. Elle passe à la droite de Bayrou et ouvre la possibilité d'une explosion de l'électorat de gauche au premier tour. Dans un débat normal, un PS normal choisirait entre Fabius et Strauss-Kahn. La façon dont les élus socialistes, qui sont le gros des militants, rentrent dans la logique " il faut voir qui a des

chances de gagner " et se laissent manipuler par les sondages, montre qu'ils ne sont pas ancrés dans des valeurs solides. Si Royal est effectivement désignée candidate, on aurait trois candidats principaux, une candidate de centre droit, Ségolène Royal, un candidat de droite extrême, Sarkozy, et un candidat d'extrême droite, Le Pen. Ce choix entre trois candidats de droite me paraît bizarre parce que je sens plutôt le pays, en terme de confrontation sociale, dériver vers la gauche.

PARTI PRIS - Quel est selon vous le phénomène marquant de l'année qui vient de s'écouler ?

EMMANUEL TODD - L'année qui vient de s'écouler est l'année de l'enterrement du concept d'équité. Il suffit de regarder la réalité politique qui a été vécue et mesurée. Il y a eu les présidentielles de 2002 où le PS a fait un score minable, le non au référendum, les émeutes de banlieues et le CPE. Avec le CPE, symbole de la révolte des classes moyennes, on a retrouvé le chantage habituel qui consiste à dire que si l'on veut survivre il faut s'adapter, supporter la flexibilité et la pression sur les salaires. Tout ces événements signifient pour moi la mort du discours sur l'équité et sur la fin de l'exception française. Ces révoltes en cascade montrent que l'on croit toujours à l'égalité et ça rend plutôt optimiste. Le discours sur une modernité qui dépasserait la tradition égalitaire française, discours commun au

sarkozisme et à une certaine partie du PS est donc périmé. La modernité peut d'ailleurs être régressive. Il suffit de regarder les Etats-Unis qui dans leur chute font la course en tête.

*Propos recueillis par N. Zins pour **PARTI PRIS***

Parti Pris est un journal résolument ancré à gauche, élaboré par des militants proches pour la plupart du Parti Socialiste.

Comme son nom l'indique, **Parti Pris** est un mensuel engagé qui souhaite proposer des analyses pour contribuer à construire une gauche de combat. Mais il a aussi vocation à faire vivre le débat au sein de la grande famille progressiste, en confrontant points de vue et arguments.

Parti Pris est réalisé par des bénévoles et n'affiche, évidemment, aucun objectif de rentabilité. Reste qu'un journal coûte cher.

Pour durer, nous avons besoin d'abonnés. Si notre démarche vous intéresse, n'hésitez pas. Prenez parti, abonnez-vous !

PAS ENCORE ABONNÉ ?

POUR RECEVOIR PARTI PRIS,

ABONNEZ-VOUS !

www.partipris.org

PARTIPRIS

Bulletin d'abonnement

Nom :

Prénom :

Adresse :

CP :

Ville :

E-mail :

MENSUEL SOCIALISTE

N'hésitez pas à nous écrire à : abonnements@partipris.org

- 25 euros
abonnement pour un an
 - 15 euros
étudiants & chômeurs, sur justificatif
 - 50 euros
institutionnels, étranger
 - à partir de 50 euros : _____
abonnement de soutien
- (chèque à l'ordre de Parti Pris)
c/o Anne Canteaut,
74 rue de Clichy, 75009 Paris.